



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Dispositif d'aide à l'achat de Vélos à Assistance Électrique - Prolongation - Modification du règlement - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa politique ambitieuse pour une mobilité décarbonée sur son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un dispositif d'aide à l'achat de Vélo à Assistance Electrique (VAE) ouvert, sans conditions de ressources et parmi les plus généreux de France. Cette mesure, une parmi toutes les autres, participe à la mobilité universelle et s'inscrit dans l'objectif de la Collectivité de tripler la part modale du vélo sur la durée de la mandature.

Accompagné d'une politique volontariste de développement des infrastructures cyclables, ce dispositif a permis l'achat de plus de 10 000 VAE sur le territoire, pour un chiffre d'affaires généré chez les vélocistes du territoire de près de 20 M€. Cet énorme succès, qui ne se dément pas avec un flux constant de demandes de l'ordre de 200 dossiers déposés chaque semaine, conduit à proposer la prolongation du dispositif jusqu'à la fin de l'année civile, permettant ainsi de laisser à chaque habitant de la Métropole le temps de faire le choix d'une solution de déplacement performante, véritable alternative à l'usage de la voiture.

La prolongation du dispositif tient également compte de la pénurie mondiale que connaît actuellement le marché du VAE, ayant pour conséquence l'allongement des délais de livraison.

Or, le gravage des VAE neufs ayant été rendu obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2021 par le législateur, et concomitamment prévu dans le dispositif de la Métropole, tout demandeur doit donc avoir réceptionné son vélo avant de pouvoir déposer son dossier.

Afin de permettre la prise en compte des dossiers de demandeurs n'ayant pu réceptionner leur VAE avant la fin du dispositif, Montpellier Méditerranée Métropole a donc, en concertation avec les vélocistes, produit un « *bon de commande* », lequel autorisera tout demandeur à s'inscrire dans le dispositif, quelle que soit la date de dépôt de son dossier. Il lui suffira pour ce faire de prouver par ce document et par le paiement d'un acompte de 50% du prix d'achat du vélo au vélociste qu'il a bien passé sa commande avant la date de fin du dispositif.

Parallèlement, il est proposé de tenir compte de l'évolution du marché et de la demande nouvelle qui s'exprime en faveur des kits d'électrification, capables de faire passer un vélo musculaire « *standard* » en un VAE avec batterie. Ces kits seront donc susceptibles d'être aidés à hauteur de 50 % du prix d'achat, dans la limite de 200 € par kit.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De compléter le dispositif d'aide à l'acquisition de vélos à assistance électrique par l'ajout d'une aide spécifique à l'acquisition de « kit d'électrification » et d'amender le règlement en intégrant la modalité du « bon de commande » dans les conditions d'éligibilité ;
- D'acter la prolongation des dispositifs jusqu'au 31 décembre 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil de Métropole, Mme Alenka DOULAIN, Conseillère métropolitaine, a déposé en amont de la séance, un amendement sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire soumet au vote l'amendement proposé par Mme Alenka DOULAIN.

L'amendement proposé par Mme Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité des voix exprimées.

Pour : 3 voix

Contre : 85 voix

Abstentions : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-162687-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- règlement
- règlement occasion et kit

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.